



HOMMAGE À FRANCIS CARON

34 ANS APRÈS LE DRAME DE ROUEN, NOS DÉTENTIONS RESTENT EN DANGER !

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 15 août 2026

L'UFAP UNSa Justice s'incline avec respect devant la mémoire de **Francis CARON**, Surveillant Principal lâchement assassiné dans l'exercice de ses fonctions. Trente-quatre ans après, l'ensemble de notre organisation syndicale réaffirme son soutien indéfectible et sa profonde solidarité à sa famille, ses proches, ainsi qu'à tous ses anciens collègues.

Le devoir de mémoire appelle à la lucidité. Le 15 août 1992, à la Maison d'Arrêt de Rouen, Francis CARON payait de sa vie le manque d'anticipation de notre administration. Sauvagement agressé et tué par un détenu atteint d'une lourde pathologie psychiatrique alors qu'il procédait, seul, au sondage des barreaux, sa mort avait soulevé une vague de colère historique de trois semaines.

Aujourd'hui, le risque reste identique, si ce n'est démultiplié...

Les détenus souffrant de troubles violents et psychiatriques sont de plus en plus nombreux. Leur dangerosité est sous-estimée. Les maintenir au sein d'une détention classique, totalement inadaptée, relève d'une hérésie qui met en péril la vie des agents sur le terrain. Cette situation exige des réponses fortes, immédiates et pérennes.

Depuis 1992, le combat de l'UFAP UNSa Justice demeure inchangé : nous réclamons sans relâche la création d'**Établissements Spécialisés et Adaptés (ESA)**. L'UFAP UNSa Justice exige l'ouverture des discussions à la suite de l'annonce du Garde des Sceaux concernant l'expérimentation de structures dédiées à ces profils. L'objectif est clair : les extraire définitivement de la détention ordinaire pour endiguer cette source de violence chronique et protéger les personnels.

La sécurité de nos structures implique une révision profonde du fonctionnement quotidien : **une évaluation constante** de la population pénale pour adapter la gestion au niveau réel de dangerosité, **la fin de l'isolement des agents** par une organisation moderne et sécurisante autour du travail en équipe, **une lutte immédiate contre la surpopulation carcérale**, devenue insupportable et génératrice de tensions extrêmes.

Avec **5 000 postes vacants**, les personnels pénitentiaires font face à un abandon institutionnel criant, nourri par l'indifférence persistante de la classe politique. Ils en paient chaque jour le prix fort. L'État ne peut plus reculer face à ses responsabilités. Notre institution doit être dotée de structures adaptées et de moyens à la hauteur de ses missions régaliennes.

Les discours ne suffisent plus. L'expérimentation des structures dédiées et la fin de l'isolement des personnels ne sont plus des options, ce sont des urgences vitales. Tout comme un plan de comblement de la vacance d'emplois et cela dès le prochain budget !

L'UFAP UNSa Justice exige des actes immédiats pour une politique pénitentiaire enfin ambitieuse, cohérente et ancrée dans la réalité du terrain !

Le Secrétaire Général,

Alexandre CABY